

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 04 Mars 2026



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

LE SOLEIL. Coopération Sénégal–Allemagne : Ousmane Sonko reçoit l’ambassadeur à Dakar

Le Premier ministre Ousmane Sonko a reçu en audience l’ambassadeur d’Allemagne au Sénégal pour un entretien qualifié de constructif et approfondi, consacré au renforcement des relations bilatérales entre Dakar et Berlin. Un partenariat fondé sur la confiance. Au cours des échanges, les deux parties ont salué la qualité des relations entre le Sénégal et l’Allemagne, bâties sur la confiance, le respect mutuel et un engagement partagé en faveur du développement durable. Cette coopération, déjà active dans plusieurs secteurs, s’inscrit dans une dynamique de consolidation et d’élargissement. Le chef du gouvernement sénégalais a réaffirmé la volonté des autorités de hisser davantage le partenariat à un niveau stratégique, notamment dans les domaines économique, industriel et énergétique. Un potentiel économique à valoriser. Les discussions ont également porté sur les perspectives d’investissement et les opportunités d’affaires entre les deux pays. Les autorités sénégalaises entendent mettre en avant le potentiel économique du pays, dans un contexte marqué par la mise en œuvre de réformes structurelles et de grands projets structurants.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/cooperation-senegal-allemande-ousmane-sonko-recoit-lambassadeur-a-dakar/>

LE SOLEIL. Approvisionnement en produits pétroliers : Dakar prend les devants face aux tensions au Moyen-Orient

Face aux incertitudes liées aux tensions persistantes au Moyen-Orient, à la suite des attaques combinées américano-israéliennes contre l’Iran, le gouvernement sénégalais a décidé d’anticiper afin de préserver la stabilité de l’approvisionnement national en produits pétroliers. Réuni ce mardi sous la présidence du Premier ministre, Ousmane Sonko, l’exécutif a examiné l’évolution du marché international des hydrocarbures et ses potentielles répercussions sur l’économie nationale. L’objectif affiché est clair : prévenir toute perturbation susceptible d’affecter la disponibilité du carburant et de provoquer une hausse des prix sur le marché intérieur. Selon les autorités, des mesures préventives ont été engagées pour garantir la continuité des importations et renforcer la surveillance des stocks stratégiques. Un dispositif de veille a également été activé afin de suivre en temps réel les fluctuations des cours mondiaux du pétrole.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/approvisionnement-en-produits-petroliers-dakar-prend-les-devants-face-aux-tensions-au-moyen-orient/>

APA NEWS. Le Sénégal se prépare à l’impact de la fermeture d’Ormuz

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko a présidé mardi une réunion spéciale sur la situation des produits pétroliers, dans un contexte international marqué par une intensification du conflit au Moyen-Orient, avec pour objectif de sécuriser l’approvisionnement du Sénégal et de protéger les ménages vulnérables. Le Premier ministre Ousmane Sonko a présidé, mardi, une réunion spéciale consacrée à la



situation des produits pétroliers au Sénégal, dans un contexte international marqué par l'escalade militaire au Moyen-Orient, avec pour priorité la sécurisation de l'approvisionnement et la protection des ménages vulnérables. Cette rencontre intervient deux jours après une déclaration vidéo du chef du gouvernement, également président du parti Pastef Les Patriotes, dans laquelle il alertait sur de graves perturbations économiques mondiales et africaines liées à l'intensification du conflit au Moyen-Orient.

<https://fr.apanews.net/news/le-senegal-se-prepare-a-limpact-de-la-fermeture-dormuz/>

LE SOLEIL. « Réindustrialiser le Sénégal : le rail, l'énergie et les territoires au coeur du choix stratégique »

Le Sénégal est, aujourd'hui, à un tournant crucial. Pour redonner vie à ses territoires et panser les plaies laissées par les politiques d'ajustement structurel des années 1980, une nouvelle voie s'impose. Ces réformes, qui ont profondément marqué l'emploi, l'appareil productif et l'organisation spatiale de l'économie, ont accéléré la fermeture des lignes ferroviaires, fragilisé les ateliers publics et privés et désarticulé des économies locales autrefois dynamiques. Les villes secondaires, ces anciens « petits fourneaux » où prospéraient menuisiers, mécaniciens, électriciens et ateliers de réparation, peinent depuis à retrouver leur vitalité. L'exode massif vers Dakar n'a pas été un simple mouvement démographique : il a traduit l'effritement des bases productives régionales. Ce déclin plonge ses racines dans l'histoire du réseau ferroviaire, véritable colonne vertébrale économique héritée de la période coloniale. Les lignes Dakar-Saint-Louis (1885) et Dakar-Niger (1924), conçues pour structurer l'exportation arachidière, ont, malgré leur logique extravertie, irrigué l'intérieur du pays. Leur déclassement progressif a rompu un lien vital, isolé des villes intermédiaires et accentué la polarisation autour de la capitale.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/reindustrialiser-le-senegal-le-rail-lenergie-et-les-territoires-au-coeur-du-choix-strategique/>

SENEWEB. Transition énergétique : Un tournant industriel sous forte exigence financière

La transition énergétique s'impose progressivement comme un axe structurant des politiques économiques. Pour un pays importateur net d'hydrocarbures, réduire la dépendance aux combustibles fossiles représente un levier de stabilisation macroéconomique. Moins d'achats de pétrole et de produits raffinés signifient une facture extérieure allégée et une moindre exposition aux variations des cours mondiaux. Mais cette transformation suppose des investissements initiaux considérables et une planification rigoureuse. Le Sénégal a déjà engagé un virage notable vers les renouvelables. Les centrales solaires de Bokhol, Malicounda ou Kahone, ainsi que le parc éolien de Taïba Ndiaye, ont contribué à porter la part des énergies renouvelables à environ 30 % de la capacité installée ces dernières années. Cette progression a permis de réduire la dépendance au fioul dans la production électrique et de limiter la volatilité des coûts de génération. Elle n'efface toutefois pas la nécessité d'investissements supplémentaires dans les réseaux, le stockage et la gestion de l'intermittence.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/transition-energetique-un-tournant-industriel-sous-forte-exigence-financiere_n_485298.html



SENEWEB. Dette publique : A quel seuil la contrainte devient-elle systémique ?

La dette n'est pas en soi un problème économique. Elle constitue un instrument classique de financement des infrastructures, des politiques sociales et des investissements structurants. Pour un pays en développement, l'endettement peut même accélérer la transformation économique lorsqu'il finance des projets à fort rendement. L'enjeu n'est donc pas le volume nominal de la dette, mais sa soutenabilité. Les institutions financières internationales évaluent cette soutenabilité à partir de plusieurs indicateurs. Le ratio dette sur produit intérieur brut donne une première mesure de la charge globale par rapport à la taille de l'économie. Mais il ne suffit pas. Un pays à forte croissance peut supporter un niveau d'endettement plus élevé qu'une économie stagnante. L'analyse porte également sur le ratio dette sur recettes publiques et, surtout, sur le poids du service de la dette dans le budget.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-publique-a-quel-seuil-la-contrainte-devient-elle-systemique_n_485286.html

LE QUOTIDIEN. Transport – Financement de la phase 3 du Ter : L'Ue et l'Afd mobilisent 6, 5 milliards F Cfa

Le prolongement du Train express régional (Ter) vers Thiès franchit une étape décisive. Quelques temps après l'annonce de cette troisième phase par le chef de l'Etat, l'Union européenne et l'Agence française de développement (Afd) ont officialisé un soutien financier de 10 millions d'euros (plus de 6, 5 milliards F Cfa) destiné aux études de faisabilité. Ce partenariat stratégique marque une volonté commune de renforcer la mobilité interurbaine et de désenclaver les pôles économiques du Sénégal. Suite à l'annonce de l'extension du Train express régional (Ter), le Sénégal n'a pas tardé à mobiliser ses partenaires. L'Agence française de développement (Afd) et l'Union européenne (Ue) ont manifesté leur intérêt pour accompagner cette troisième phase, qui doit relier l'Aéroport International Blaise Diagne (Aibd) à la ville de Thiès.

<https://lequotidien.sn/transport-financement-de-la-phase-3-du-ter-lue-et-lafd-mobilisent-6-5-milliards-f-cfa/>

LEJECOS. Sénégal : Les prix des matériaux de construction en léger recul en janvier 2026

Les prix des matériaux de construction ont enregistré une baisse de 0,2 % en janvier 2026 par rapport au mois précédent, traduisant un léger repli du coût des intrants du secteur du bâtiment. Cette évolution, selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd), s'explique principalement par la diminution des prix des matériaux de base (-0,3 %) et de ceux destinés au revêtement des murs et des sols (-0,6 %). En glissement annuel, toutefois, les prix affichent une hausse modérée de 0,6 %, signe d'une tendance globalement stable sur un an. Les matériaux de base connaissent un fléchissement mensuel de 0,3 %, imputable au recul des prix du ciment ordinaire (-0,9 %) et du fer à béton (-0,4 %). Cette baisse est néanmoins partiellement compensée par le renchérissement du sable (+0,8 %). Comparativement à janvier 2025, les prix de cette catégorie progressent de 1,0 %, traduisant une pression haussière modérée à moyen terme.

https://www.lejecos.com/Senegal-Les-prix-des-materiaux-de-construction-en-leger- recul-en-janvier-2026_a30435.html



FINANCIAL AFRIK. A Dakar, la BCEAO ouvre sa première réunion du CPM de l'année, sur fond de forte croissance régionale

La première réunion ordinaire au titre de l'année 2026 du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est ouverte ce mercredi 4 mars à Dakar. Les travaux portent sur l'évolution récente de l'environnement économique international et régional, ainsi que les perspectives à court et moyen terme et les risques susceptibles d'influencer la trajectoire économique de l'Union. Présidant la rencontre, Jean-Claude Kassi Brou, gouverneur de la BCEAO, a indiqué que les dernières données disponibles confirment une orientation favorable de l'économie mondiale en 2025, dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation et une atténuation des tensions commerciales. La croissance mondiale est estimée à 3,3 % en 2025, un niveau identique à celui de 2024. L'inflation, pour sa part, reculerait à 4,1 % en 2025, contre 5,8 % un an plus tôt.

<https://www.financialafrik.com/2026/03/04/a-dakar-la-bceao-ouvre-sa-premiere-reunion-du-cpm-de-lannee-sur-fond-de-forte-croissance-regionale/>

APA NEWS. Uemoa : la croissance se consolide à 6,7 % en 2025 (BCEAO)

La dynamique économique de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) a été soutenue par les industries extractives, les services et une bonne campagne agricole, tandis que l'inflation a fortement reculé, a souligné la Banque centrale. La croissance économique au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) s'est consolidée en 2025 pour atteindre 6,7 %, après 6,2 % en 2024, a indiqué mercredi le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao). M. Kassi Brou s'exprimait à l'ouverture de la première session ordinaire de l'année du Comité de politique monétaire de l'institution financière communautaire. « Au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, l'activité s'est consolidée avec un taux de croissance de 6,7 % enregistré en 2025, après 6,2 % en 2024 », a déclaré le gouverneur Jean-Claude Kassi Brou lors de cette réunion tenue au siège de l'institution à Dakar.

<https://fr.apanews.net/news/uemoa-la-croissance-se-consolide-a-67-en-2025-bceao/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

RFI. Sénégal: la candidature de Macky Sall pour le poste de secrétaire général de l'ONU divise la classe politique

C'est désormais officiel : l'ancien président Macky Sall est l'un des trois candidats pour prendre la tête de l'Organisation des Nations unies en janvier prochain. Le Burundi, en tant que pays qui préside l'Union africaine, a présenté lundi 2 mars la candidature de Macky Sall pour succéder à Antonio Guterres. Mais au Sénégal, cette candidature au poste de secrétaire général de l'ONU divise la classe politique et fait débat. De façon



atypique, voire inédite, la candidature de l'ex-président Macky Sall n'a pas été présentée par son propre pays, le Sénégal, mais par le président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, également à la tête de l'Union africaine. Pour Oumar Sarr, coordonnateur de la coalition de partis d'opposition du Front pour la défense de la démocratie et de la République, le soutien du chef de l'Union africaine est le signe que Macky Sall est un bon candidat. « Le président Macky Sall a été président pendant 12 ans. Au niveau de l'Union africaine, il a joué un rôle assez important pour le développement de certaines initiatives au niveau de l'Afrique. Il est connu comme tel, comme quelqu'un de courageux qui a des ambitions pour le Sénégal et l'Afrique. Le voir secrétaire général des Nations Unies serait une excellente nouvelle », affirme-t-il.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20260303-s%C3%A9n%C3%A9gal-la-candidature-de-macky-sall-pour-le-poste-de-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-de-l-onu-divise-la-classe-politique>

RFI. Le Ghana souhaite industrialiser son agriculture avec l'aide de la Chine

Du commerce à la production : le Ghana veut transformer son alliance avec la Chine en levier d'industrialisation agricole. L'objectif affiché est de réduire de 200 millions de dollars par an sa facture d'importations d'huile de palme et de faire de l'agriculture le moteur de son redressement économique. À Accra, lors du gala du Nouvel An chinois, le message était clair : il ne s'agit plus d'acheter à l'étranger, mais de produire sur place, avec des partenaires chinois engagés dans des coentreprises. Le ministre de l'Agriculture a présenté un plan ambitieux centré sur le programme intégré de développement du palmier à huile (2026–2032). Il prévoit 100 000 hectares de nouvelles plantations, 250 000 emplois et une baisse marquée des importations, qui pèsent sur les réserves en devises. L'initiative s'inscrit dans une réforme agricole plus large. Des milliers de tonnes de semences de riz, maïs et soja sont distribuées cette année, ainsi que 272 000 tonnes d'engrais. L'expansion de l'irrigation et la construction de barrages dans le nord doivent réduire la dépendance aux pluies et stabiliser les rendements.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20260303-le-ghana-souhaite-industrialiser-son-agriculture-avec-l-aide-de-la-chine>

JEUNE AFRIQUE. Guerre en Iran : pour les distributeurs africains de carburant, la crise n'est pas pour tout de suite

Après les frappes israélo-américaines en Iran, la crise dans le détroit d'Ormuz propulse le baril à 80 dollars et fragilise l'approvisionnement mondial. Non sans conséquences sur le continent. Voie maritime clé pour plusieurs producteurs majeurs de pétrole et de gaz (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Qatar, Iran, Irak...), le détroit d'Ormuz est paralysé depuis les dernières frappes israélo-américaines contre l'Iran et les ripostes balistiques de Téhéran dans la région. Or, la mise en pause des échanges au niveau de ce point de passage névralgique du Golfe arabo-persique...

<https://www.jeuneafrique.com/1770461/economie-entreprises/guerre-en-iran-pour-les-distributeur-africains-de-carburant-la-crise-nest-pas-pour-tout-de-suite/>

LE MONDE. Avec le blocage du détroit d'Ormuz, les perturbations du commerce régional pourraient se propager au reste du monde

Depuis les frappes américano-israéliennes sur l'Iran, le trafic maritime dans le golfe Persique est à l'arrêt. Ces perturbations pourraient provoquer une congestion des ports



asiatiques. Quelques heures après le début des attaques américano-israéliennes sur l'Iran, samedi 28 février, le trafic maritime dans le golfe Persique s'est figé. Ports fermés, bateaux à l'abri : avec le blocage du détroit d'Ormuz, dont l'Iran a dit, mercredi 4 mars, en avoir pris le contrôle, tout le commerce régional est désormais paralysé.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/04/avec-le-blocage-du-detroit-d-ormuz-les-perturbations-du-commerce-regional-pourraient-se-propager-au-reste-du-monde_6669493_3234.html

LE MONDE. Etats-Unis : l'effet de la guerre contre l'Iran est déjà visible pour le consommateur

Pour parer aux conséquences des opérations engagées au Moyen-Orient sur l'inflation et la croissance américaines, l'administration Trump veut s'assurer que la navigation ne sera pas interrompue dans le détroit d'Ormuz et mettre en place des mécanismes assurantiels. Donald Trump est habitué à défier les probabilités, mais l'aventure dans laquelle il vient de se lancer en Iran est sans doute l'un des coups de dés les plus hasardeux, quant aux répercussions sur l'économie. Le président américain semblait fonder une grande partie de sa stratégie en vue des élections de mi-mandat, en novembre, sur sa capacité à faire baisser le coût de la vie, à l'aide du seul levier sur lequel il a une maîtrise indirecte : le prix du pétrole. En déclenchant l'opération « Fureur épique », il a choisi un chemin qui pourrait conduire à une augmentation spectaculaire des cours du brut dans les semaines à venir. Au risque de relancer l'inflation, qui avait plombé son prédécesseur, Joe Biden, lui permettant en grande partie de revenir au pouvoir en 2024.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/04/l-effet-de-la-guerre-contre-l-iran-est-deja-visible-pour-le-consommateur-americain_6669439_3234.html

COURRIER INTERNATIONAL. Guerre en Iran : pourquoi Trump a-t-il jugé que le jeu en valait la chandelle ?

En donnant son feu vert à l'opération Fureur épique, le président américain a pris un énorme risque, estime "The Economist". Car s'il a été en mesure d'annoncer très rapidement l'élimination de l'ayatollah Khamenei, la suite des événements pourrait lui échapper. La liste des présidents américains qui ont eu des ennuis au Moyen-Orient est longue. Le matin du 28 février, en dépit des malheurs de ses prédécesseurs, Donald Trump a lancé sur l'Iran des vagues de missiles et de bombes. Le résultat de la guerre est plus qu'incertain, tout le monde le sait, y compris au Pentagone et au sein du gouvernement Trump. Les frappes, également déclenchées par Israël, pourraient aboutir à la mise en place d'un nouveau pouvoir en Iran qui serait prêt à conclure la paix. Mais elles pourraient aussi provoquer le chaos et de nouvelles violences. Quoi qu'il en soit, c'est un pari que Trump a fait avec enthousiasme.

https://www.courrierinternational.com/article/analyse-guerre-en-iran-pourquoi-trump-a-t-il-juge-que-le-jeu-en-valait-la-chandelle_241213

JEUNE AFRIQUE. Dans la guerre commerciale de Trump, qui gagne ? Qui perd ?

Droits de douane record, surtaxe mondiale, abandon de l'Agoa... La première année du second mandat de Donald Trump a redessiné les flux commerciaux entre Washington et le continent. Bilan chiffré. À première vue, les États-Unis et l'Afrique tirent leur épingle du jeu en 2025, avec une augmentation de 16 % de leurs échanges



commerciaux qui atteignent 80 milliards de dollars, alors que Washington a réduit son déficit commercial avec le continent de 6,5 milliards de dollars à 1,9 milliard de dollars. Pourtant, à y regarder de plus près, des bouleversements importants apparaissent.

<https://www.jeuneafrique.com/1770138/politique/dans-la-guerre-commerciale-de-trump-qui-gagne-qui-perd/>

ACTU.ORANGE. Les marchés s'inquiètent des conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient

Bourses qui vacillent, taux d'intérêt en hausse... avec la flambée du prix des hydrocarbures provoquée par la guerre au Moyen-Orient, la peur de l'inflation est de retour sur les marchés. En Europe, la Bourse de Paris a perdu 3,46%, Londres 2,75% et Francfort 3,44%. Milan a reculé de 3,92%. A Wall Street, après un fort recul à l'ouverture, le Dow Jones a finalement cédé de 0,83%, l'indice Nasdaq a abandonné 1,02% et l'indice élargi S&P 500, 0,94%. "Les investisseurs craignent un choc d'inflation, en raison de la flambée des prix des hydrocarbures provoquée par le conflit au Moyen-Orient", explique à l'AFP Kevin Thozet, membre du comité d'investissement chez Carmignac. En Europe, particulièrement dépendante de ses importations de gaz et de pétrole, le spectre de la crise inflationniste, provoquée en 2022 par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plane.

<https://actu.orange.fr/economie/les-marches-s-inquietent-des-consequences-economiques-de-la-guerre-au-moyen-orient-CNT000002nFcRt.html>

FRENCH.CHINA.ORG. La Chine promet une plus grande ouverture pour une croissance soutenue

La Chine va approfondir son ouverture de haut niveau et accélérer le développement de ses zones de libre-échange (ZLE) afin de stabiliser sa croissance économique face à l'incertitude mondiale croissante, a déclaré mardi un porte-parole de la session annuelle du plus haut organe consultatif politique du pays. Lors d'une conférence de presse, Liu Jieyi, porte-parole de la quatrième session du 14e Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), a indiqué que l'économie chinoise avait fait preuve d'une « résilience et d'une vitalité remarquables » au cours de l'année écoulée, et ce malgré un contexte international complexe. « Le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a dépassé les 140 000 milliards de yuans (20 400 milliards de dollars) l'an dernier, franchissant une nouvelle étape importante, et son taux de croissance est resté parmi les plus élevés des grandes économies », a précisé M. Liu. Il a souligné que l'intégration croissante des technologies et de l'industrie avait alimenté une forte dynamique d'innovation, tandis que les nouvelles forces productives de qualité prenaient de l'ampleur.

http://french.china.org.cn/business/txt/2026-03/04/content_118360322.htm

LA TRIBUNE. Stagflation, le spectre qui hante à nouveau l'Europe

La flambée des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient fait vaciller les marchés, ravive les tensions inflationnistes et fait ressurgir en Europe le risque d'un dangereux scénario de stagflation. Les marchés financiers replongent dans un scénario qu'ils espéraient révolu. La flambée des prix de l'énergie, provoquée par l'embrasement au Moyen-Orient, ravive le spectre d'un choc inflationniste et, avec lui, celui d'un retour de la stagflation en Europe. À New York, les indices ont ouvert mardi en forte baisse : le Dow Jones chutait de plus de 2 %, comme le Nasdaq et le S&P 500. En Europe, la



correction a été plus sévère encore : Paris, Francfort, Londres et Milan ont décroché de plus de 3 %. Pour Kevin Thozet, de Carmignac, « es investisseurs craignent un choc d'inflation, en raison de la flambée des prix des hydrocarbures provoquée par le conflit au Moyen-Orient ».

<https://www.latribune.fr/article/economie/19335769287538/stagflation-le-spectre-qui-hante-a-nouveau-l-europe>

ALTERNATIVES ECONOMIQUES. Évaluation de l'Aide publique au développement de la France

Le ministre des Affaires étrangères Jean-Michel Barrot a lancé une mission d'évaluation concernant l'Aide publique au développement de la France le 8 février 2025. Dans les temps incertains où les crédits de l'Aide baissent d'une manière drastique, aux États-Unis, en Europe et singulièrement en France, cette initiative va dans le bon sens car il n'est pas inutile de faire le point sur cette politique de solidarité internationale. Avant que la commission chargée de cette évaluation ne rende ses travaux, il est possible de dresser quelques constats concernant cette politique française d'Aide publique au développement à partir des différents objets qui la composent. Le cœur de cette politique est symbolisé par la mission d'Aide publique au développement. Elle rassemble les crédits budgétaires de l'État qui sont directement affectés à cette politique. Deux remarques à ce sujet.

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/madaule/2026/03/03/evaluation-de-l-aide-publique-au-developpement-de-la-france>

